



L'ACTIVITÉ FRANCILIENNE DE PLUS EN PLUS CONTRAINTE PAR LE FLOU ÉCONOMIQUE ET GÉOPOLITIQUE

Au premier trimestre 2026, l'économie francilienne a évolué dans un contexte où ont cohabité incertitude, flou et attentisme. Plusieurs conséquences ont pu être observées. Le nombre de défaillances d'entreprises a continué à croître : d'avril 2025 à mars 2026, il a ainsi atteint près de 16 500 unités, la construction et le commerce contribuant significativement à ce volume ; sur le marché du travail, même si l'inflexion de l'emploi salarié privé francilien est très limitée, le taux de chômage régional n'en a pas moins une nouvelle fois augmenté début 2026 pour atteindre 7,9 % et est désormais supérieur de 1,2 point à son dernier point bas de début 2023. Au plan sectoriel, l'immobilier et la construction sont toujours à la peine, l'immobilier de bureaux francilien faisant désormais face à un taux de vacance de 11,4 % ; seuls les secteurs liés au tourisme ont continué à afficher des résultats favorables, le trafic passagers de Paris Aéroport cumulé sur les douze derniers mois ayant notamment atteint 107,6 millions, soit un niveau très proche du record de 108,0 millions enregistré en 2019.

Conjoncture française

Alors que sa croissance avait été cantonnée à + 0,2 % au quatrième trimestre 2025, le PIB hexagonal a encore plus nettement marqué le pas en se repliant de 0,1 % au premier trimestre 2026. Ainsi, après les trois premiers mois de l'année, l'acquis de croissance pour 2026 ne s'est élevé qu'à + 0,4 %, soit un niveau tout juste équivalent à celui observé à la même période de 2025. Début 2026, seules les variations de stocks ont contribué favorablement à l'évolution du PIB tandis que le commerce extérieur l'a, a contrario, nettement tirée vers le bas. Parallèlement, l'emploi salarié privé a continué à peiner : les effectifs se sont ainsi repliés de 0,1 % sur un trimestre et de 0,3 % sur un an. Dans ce contexte, le taux de chômage a augmenté de 1,0 point depuis le point bas du premier trimestre 2023, pour atteindre 7,9 % en France métropolitaine et 8,1 % en tenant compte des départements d'outre-mer.

Tendances à court terme

Malgré un mois de mai ralenti par de nombreux jours fériés, l'activité économique francilienne a plutôt bien résisté au printemps dernier à l'incertitude provoquée par le conflit au Moyen-Orient. Ainsi, malgré le fort attentisme des acteurs et la hausse du coût des intrants, les services marchands et l'industrie ont été dynamiques en avril et en juin ; en revanche, le bâtiment a été plus en difficulté en raison des vagues de fortes chaleurs de fin mai et fin juin. Plus récemment, l'évolution des prix de l'énergie est redevenue une source d'inquiétude majeure pour les entreprises et leurs clients. En effet, après être redescendu aux abords des 70 \$ début juillet, le prix du baril de Brent est reparti à la hausse depuis la reprise du conflit entre les États-Unis et l'Iran le 7 juillet dernier et frôle désormais les 85 \$; ce rebond devrait avoir des conséquences sur l'indice des prix à la consommation qui était pourtant retombé à + 1,8 % en juin après être passé de + 0,9 % en février à + 2,4 % en mai.

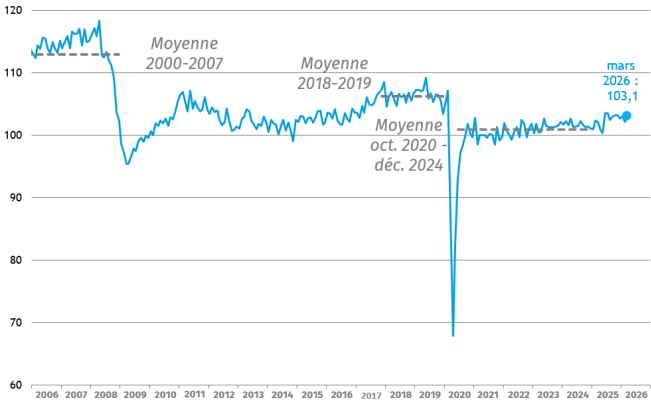
Indice de la production nationale industrielle

1er trimestre 2026 - glissement annuel

+ 0,9 %

L'indice de la production industrielle (IPI) hexagonal peine à accélérer depuis fin 2020. Ainsi, même si, depuis l'été 2025, il tutoie le haut de la fourchette dans laquelle il oscille depuis la fin de la crise sanitaire, il n'a été supérieur, en mars 2026, que de 2,1 % à sa moyenne d'octobre 2020 à décembre 2024 ; dans la continuité de cette morosité, sur l'ensemble du premier trimestre de 2026, la production a reflué de 0,3 % sur un trimestre et a augmenté de seulement 0,9 % sur un an. Malgré ces évolutions peu marquées en moyenne, certains secteurs ont de nouveau enregistré des variations plus significatives. C'est le cas de l'industrie automobile dont la production a diminué de 3,6 % à la fois sur un trimestre et sur un an ou encore de la fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques qui a, a contrario, augmenté de 2,5 % sur trois mois et de 3,0 % sur douze mois.

Indice de la production nationale industrielle (données cjo-cvs - base 100 en 2021)



Source : Insee

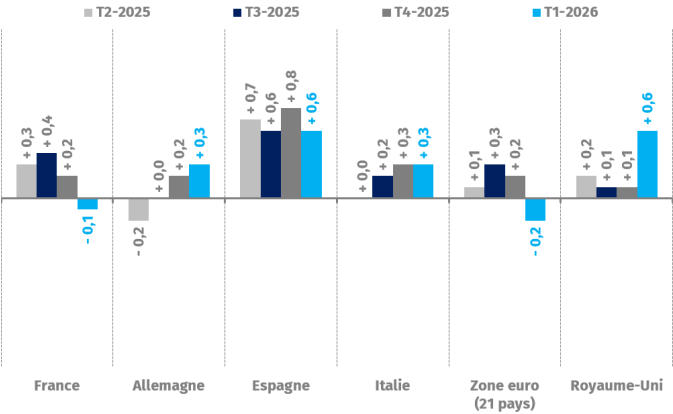
La conjoncture européenne

1er trimestre 2026 - PIB de la zone euro

- 0,2 %

Le PIB de la zone euro a marqué le pas début 2026 : il s'est ainsi replié de 0,2 % sur un trimestre au premier trimestre 2026 alors qu'il avait crû de 0,2 % trois mois plus tôt. Parmi les principales économies continentales, la France a été la seule à suivre cette tendance négative (- 0,1 %) tandis que l'Allemagne et l'Italie ont enregistré des hausses de PIB (+ 0,3 %) et que la croissance espagnole (+ 0,6 %) a une nouvelle fois été bien supérieure à la moyenne européenne ; de l'autre côté de la Manche, le PIB britannique a bénéficié d'un sursaut de dynamisme (+ 0,6 % également) après plusieurs trimestres de croissance modeste. Dans ce contexte, le taux de chômage européen a peu évolué au premier trimestre 2026, passant de 6,3 % dans la zone euro en décembre dernier à 6,2 % en mars et restant stable à 6,0 % dans l'Union européenne dans le même temps.

Croissance trimestrielle du PIB dans les principaux pays européens (en %)



Sources : Insee, Eurostat et ONS

Chiffres clés

	Ile-de-France	France	Part Ile-de-France/France
Superficie (en km²)	12 012	543 965	2,2 %
Nombre de communes	1 268	34 970 (France métrop. : 34 841)	3,6 % (3,6 %)
Population (en millions - au 1er janv. 2023 - Insee)	12,5	68,1 (France métrop. : 66,2)	18,3 % (18,8 %)
Densité de la population au km²	1 017	123	-
PIB en volume 2024 (en milliards d'euros - Insee)	790,8	2 611,6 (France métrop. : 2 561,3)	30,3 % (30,9 %)
PIB/habitant 2024 (en euros)	69 514	42 579 (France métrop. : 43 170)	-
PIB/emploi 2024 (en euros)	123 220	95 314 (France métrop. : 95 936)	-
Emplois salariés privés (1er trimestre 2026 - Insee)	5 150 146	20 970 140 (France métrop. : 20 548 780)	24,6 % (25,1 %)
Taux de chômage (1er trimestre 2026 - Insee)	7,9 %	8,1 % (France métrop. : 7,9 %)	-

Emploi salarié privé

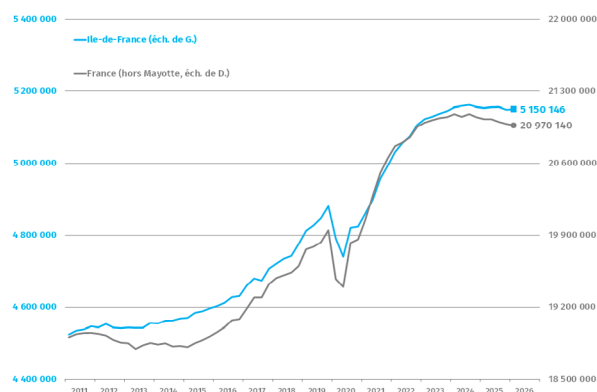
1^{er} trimestre 2026 - glissement annuel

- 0,1 %

Dans la continuité de la tendance observée depuis deux ans, l'emploi salarié privé francilien est resté quasiment stable au premier trimestre 2026 : + 0,0 % sur un trimestre et - 0,1 % sur un an. Ainsi, depuis le point haut de mi-2024, l'emploi dans la région n'a diminué que de 11 629 unités, soit - 0,2 %. Malgré cette résilience globale de l'emploi salarié privé francilien, il est à noter que, au plan sectoriel, les effectifs de la construction se sont contractés de 0,6 % sur un trimestre, de 1,0 % sur un an et de 2,5 % depuis début 2024.

Au niveau national, la tendance est comparable à celle observée en Ile-de-France mais reste légèrement plus défavorable : ainsi, début 2026, l'emploi salarié privé a baissé de 0,1 % sur un trimestre et de 0,3 % sur un an.

Emploi salarié privé (données cvs)



Source : Insee Ile-de-France

Demande d'emploi

Mars 2026 - glissement annuel

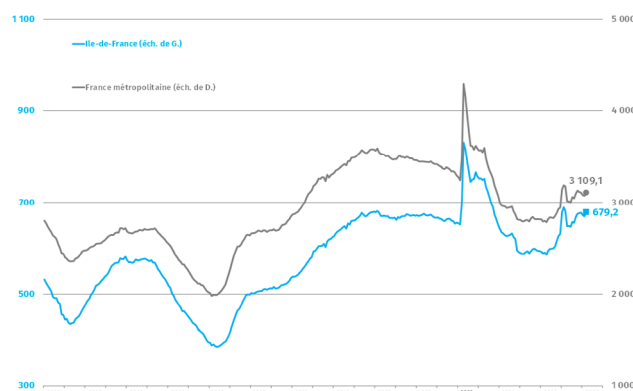
- 0,2 %

Depuis mi-2025, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A en Ile-de-France est orienté à la hausse ; ainsi, en décembre dernier, il s'est élevé à 679 290 unités, soit + 2,4 % sur trois mois et + 7,4 % sur un an.

Au plan national, la tendance est également haussière mais son ampleur est moins marquée : + 1,1 % en décembre 2025 comparativement à septembre et + 5,7 % par rapport à décembre 2024.

Note : la catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi sans aucune activité tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Demande d'emploi en fin de mois (catégorie A, données cvs)



Source : Dares

Taux de chômage

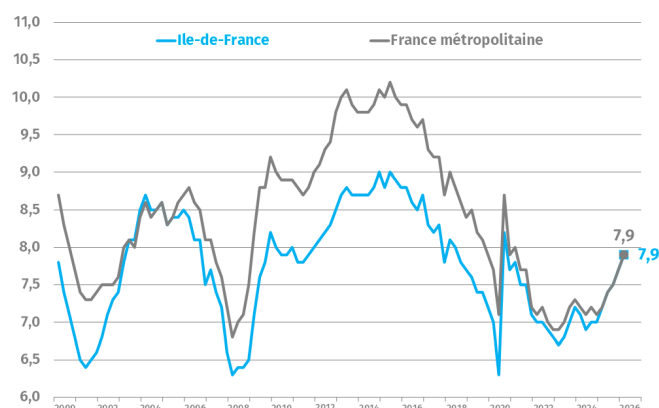
1^{er} trimestre 2026

7,9 %

Malgré la résilience de l'emploi salarié régional, le taux de chômage francilien a continué à augmenter début 2026 ; il a ainsi augmenté de 0,2 point sur un trimestre au premier trimestre 2026 pour se fixer à 7,9 %. L'ampleur de sa hausse atteint désormais 0,7 point sur un an et surtout 1,2 point depuis son dernier point bas de début 2023.

L'évolution du taux de chômage en France métropolitaine a été parallèle : ainsi, au premier trimestre 2026, la hausse a également été de 0,2 point sur un trimestre et de 0,7 point sur un an et les deux taux sont désormais égaux depuis cinq trimestres.

Taux de chômage (données cvs en moyenne trimestrielle, en %)



Source : Insee Ile-de-France

Immobilier d'entreprises

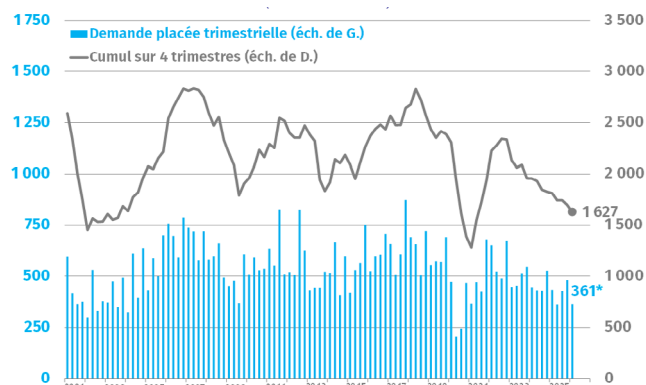
4^e trimestre 2025 - Surfaces de bureaux commercialisés

360 600 m²

La demande placée de bureaux en Ile-de-France a été cantonnée à 360 600 m² au premier trimestre 2026, soit - 16,2 % par rapport au premier trimestre 2025 ; ce niveau constitue l'un des trois plus faibles résultats trimestriels depuis la fin de la crise sanitaire et l'un des débuts d'année les plus moroses après ceux de 2002, 2004 et 2021. L'origine de cette contre-performance est, une nouvelle fois, à chercher dans le segment des transactions de plus de 5 000 m² ; seulement sept transactions ont dépassé ce seuil et, parmi celles-ci, seulement deux (les prises à bail sur 23 400 m² de Dassault Systèmes à Vélizy-Villacoublay et sur 21 700 m² d'Axens à Rueil-Malmaison) ont été supérieures à 20 000 m². Conséquence de cette morosité, sur les douze derniers mois, le volume des commercialisations de bureaux en Ile-de-France s'est élevé à seulement 1 627 200 m² et l'offre immédiatement disponible est de plus en plus conséquente dans la région (6,3 millions de mètres carrés au 31 mars dernier, soit un taux de vacance de 11,4 %).

Evolution de la demande placée de bureaux en Ile-de-France

(en milliers de m²)



Source : GIE Immostat

* : données provisoires pour le premier trimestre 2026

Prix des logements anciens

1^{er} trimestre 2026 - Prix des logements anciens - glissement annuel

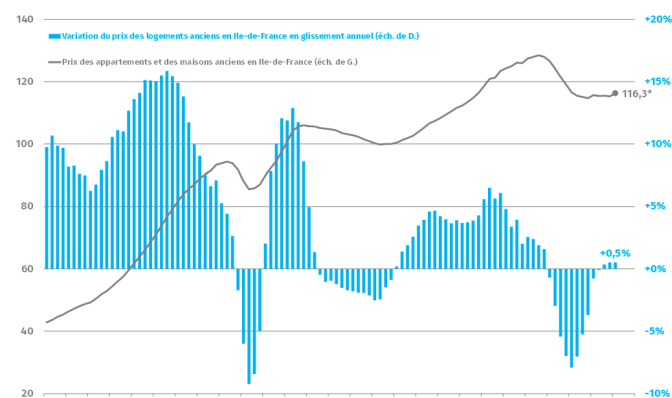
+ 0,5 %

Sur fond de conditions de crédit à nouveau moins accommodantes (en France, les taux des crédits immobiliers aux particuliers sont passés d'un point bas à 3,05 % en moyenne en juin 2025 à 3,23 % en mars dernier), les prix des logements anciens (appartements et maisons confondus) franciliens sont restés légèrement orientés à la hausse au premier trimestre 2026 : + 0,9 % par rapport au trimestre précédent et + 0,5 % par rapport au premier trimestre 2025.

Le prix des appartements apparaît toutefois plus favorablement orienté (+ 0,8 % sur un trimestre et surtout + 1,0 % sur un an) que celui des maisons (+ 1,2 % sur un trimestre mais - 0,4 % sur un an).

Evolution des prix des appartements et maisons anciens en Ile-de-France

(données cvs - Base 100 en moyenne annuelle 2015)



Source : Insee

* : données provisoires pour le premier trimestre 2026

Emploi intérimaire

Mars 2026 - glissement annuel

- 3,2 %

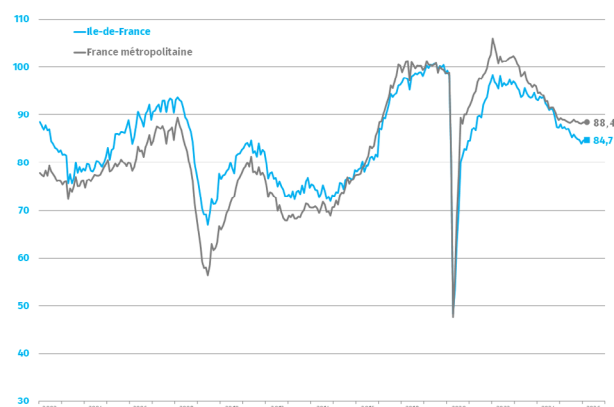
En Ile-de-France, le nombre d'emplois intérimaires est orienté à la baisse depuis désormais plus de 4 ans : ainsi, à 118 378 unités en mars 2026, l'emploi temporaire francilien - qui constitue bien souvent un indicateur avancé de la santé du marché du travail - était inférieur de 3,2 % à son niveau du même mois de 2025 et, surtout, de 13,9 % au dernier point haut de janvier 2022.

Au plan national, le coup de frein depuis 2022 est encore plus marqué qu'en Ile-de-France même si le rythme de la baisse s'est atténué depuis début 2025 : ainsi, en mars dernier, l'emploi intérimaire en France métropolitaine n'a diminué que de 0,5 % sur un an mais était inférieur de 16,6 % à son niveau de janvier 2022.

Note : les séries de données utilisées ici ont trait au volume de travail temporaire, en équivalents temps plein, par région de l'établissement utilisateur.

Evolution du volume de travail temporaire en équivalent temps plein

(données cvs, base 100 en 2019)



Source : Dares

Créations d'entreprises

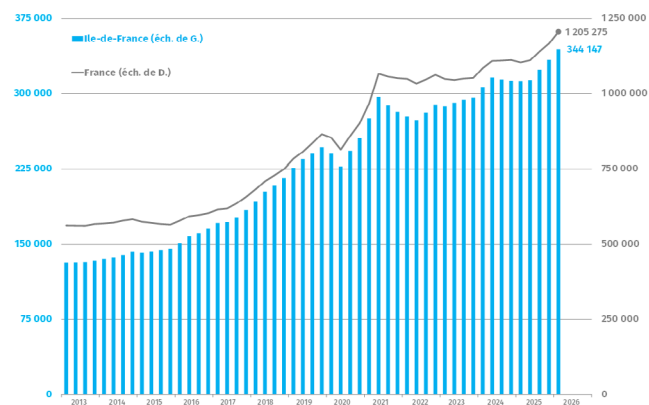
1^{er} trimestre 2026 - glissement annuel

+ 12,6 %

Au premier trimestre 2026, 95 836 entreprises ont été créées en Ile-de-France ; ce volume de créations dans la région a été supérieur de 12,6 % à celui du premier trimestre 2025 (contre + 13,3 % au niveau national) ; les créations sous le régime du micro-entrepreneur ont, une nouvelle fois, été particulièrement dynamiques en Ile-de-France (+ 14,8 %) mais les créations « classiques » ont également été favorablement orientées (+ 9,1 %).

Sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2025 à mars 2026), le nombre total de créations en Ile-de-France s'est élevé à 344 147 unités ; la plupart des secteurs ont contribué à faire croître ce volume à l'exception, comme fin 2025, du transport (- 2,0 % sur un an début 2026) et des activités financières (- 6,2 %).

Créations d'entreprises en Ile-de-France
(total tous types d'entreprises, données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Défaillances d'entreprises

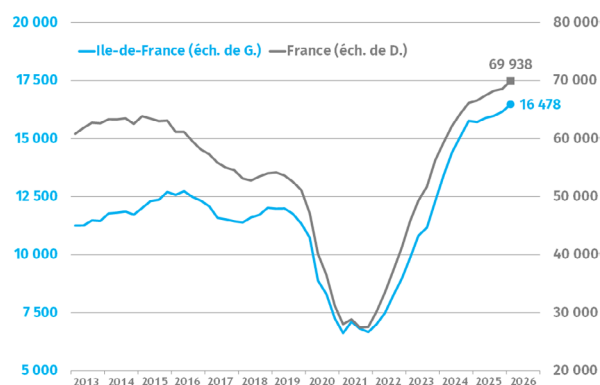
1^{er} trimestre 2026 - glissement annuel

+ 7,6 %

Si le rythme de hausse est désormais moins soutenu, le nombre de défaillances d'entreprises en Ile-de-France n'en a pas moins continué à augmenter début 2026 ; ainsi, il a crû de 7,6 % sur un an au premier trimestre 2026. Sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2025 à mars 2026), il a atteint près de 16 500 unités alors qu'il était inférieur à 11 500 avant la crise sanitaire ; il est à noter que la construction (près de 3 300 défaillances sur douze mois) et le commerce (plus de 2 900) ont continué à contribuer significativement à ce volume.

Au plan national, l'évolution a été quasiment équivalente début 2026 (+ 7,4 % en glissement annuel au premier trimestre 2026) et le cumul sur douze mois s'est approché des 70 000 défaillances (69 938 contre 51 145 en 2019).

Défaillances d'entreprises
(données brutes en cumul sur quatre trimestres)



Source : Insee Ile-de-France

Commerce extérieur

Exportations - 1^{er} trimestre 2026 - glissement annuel

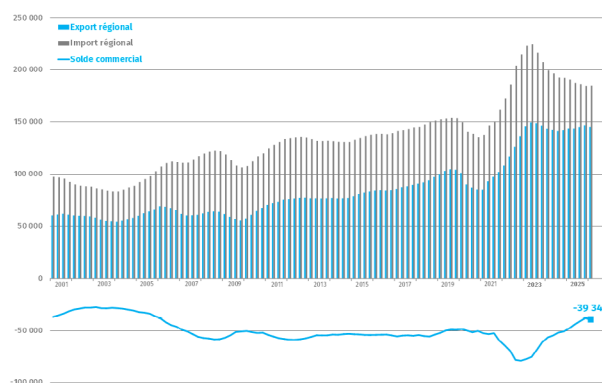
- 3,8 %

Alors qu'elles avaient retrouvé du tonus au second semestre 2025 malgré les droits de douane américains, les exportations en valeur déclarées par les entreprises franciliennes ont marqué le pas début 2026 sur fond de déclenchement du conflit au Moyen-Orient : - 3,8 % sur un an au premier trimestre 2026 après + 4,0 % au quatrième trimestre 2025. Parallèlement, après dix trimestres consécutifs de repli, les importations ont légèrement augmenté début 2026 (+ 0,5 % par rapport au premier trimestre 2025).

Dans ce contexte, le déficit commercial francilien cumulé sur les douze derniers mois est reparti à la hausse pour se fixer à 39,3 milliards d'euros (contre 37,7 milliards sur l'ensemble de 2025).

*CAF/FAB : comptabilisation qui consiste à considérer les importations coût, assurance et frais compris jusqu'à notre frontière et les exportations, franco à bord à notre frontière.

Commerce extérieur d'Ile-de-France
(données brutes CAF/FAB* hors matériel militaire, en millions d'euros en cumul sur quatre trimestres)



Source : Direction générale des douanes et droits indirects

Tourisme d'affaires

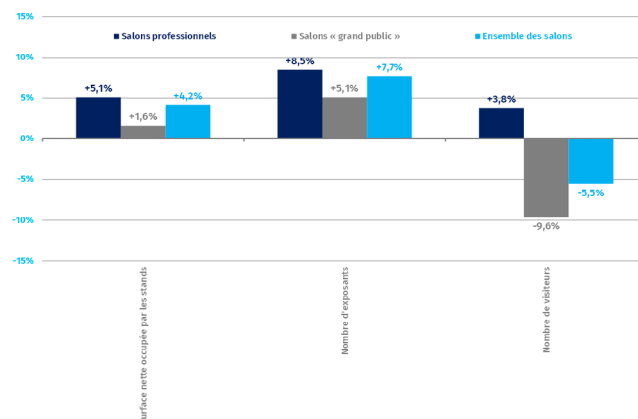
Surface nette de stands, par rapport à la session précédente - 1^{er} trimestre 2026

+ 4,2 %

Au premier trimestre 2026, les résultats de l'ensemble des salons franciliens (i.e. salons professionnels et salons « grand public ») ont été favorablement orientés comparativement à ceux constatés lors de la session précédente (pour les salons annuels ou semestriels, la session précédente s'est déroulée en 2025 et pour les biennaux en 2024) ; ainsi, même si la fréquentation des visiteurs a été pénalisée par les salons « grand public » (l'édition 2026 du Salon international de l'agriculture qui s'est tenue sans aucun bovin a notamment subi une baisse de 27,9 % de son visitorat), la présence des exposants a augmenté de 7,7 % et la surface nette occupée par les stands de 4,2 %. Une nouvelle fois, les salons professionnels ont tiré l'activité vers le haut, les salons Wine Paris, Global Industrie, Who's Next, Paris Packaging Week et JEC World ayant notamment enregistré d'excellents résultats et ayant confirmé leur rôle de locomotives du secteur.

Tourisme d'affaires

Evolution de l'activité de l'ensemble des salons franciliens au premier trimestre 2026 par rapport à la session précédente



Source : CCI Paris-Ile-de-France

Tourisme

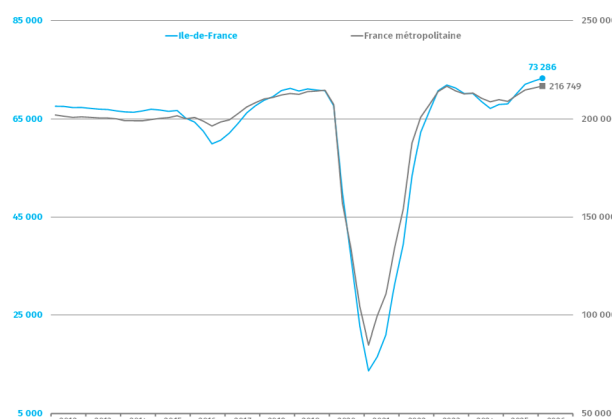
en glissement annuel - 1^{er} trimestre 2026

+ 3,7 %

Dans la continuité des trimestres précédents, le nombre de nuitées hôtelières enregistrées dans la région-capitale au premier trimestre 2026 (15,9 millions) a été très favorablement orienté : + 3,7 % par rapport à son niveau de la même période de 2025 (contre + 2,5 % en France métropolitaine) ; contrairement à ce qui avait été observé tout au long de 2025, la fréquentation de la clientèle française dans l'hôtellerie francilienne a été plus dynamique début 2026 (+ 5,8 % par rapport au premier trimestre 2025) que celle des clientèles internationales (+ 1,9 %).

En cumul sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2025 à mars 2026), le nombre de nuitées hôtelières en Ile-de-France (73,3 millions) s'est avéré supérieur de 1,9 % au point haut consécutif au rebond post-crise sanitaire (printemps 2023) et de 3,6 % au volume de 2019 (dernière année avant la pandémie de Covid-19).

Nombre de nuitées hôtelières (en cumul sur 12 mois)



Source : Insee

Trafic aérien

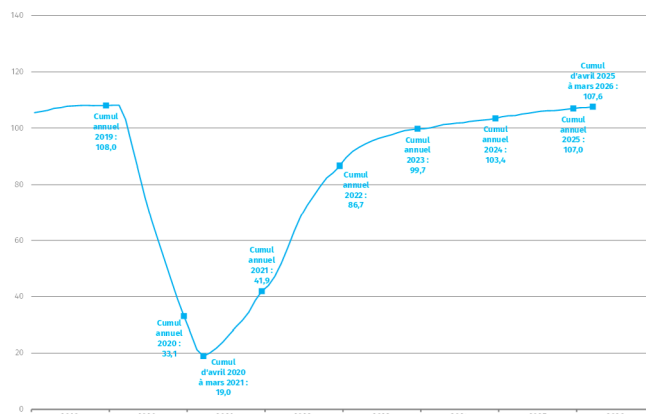
trafic passagers - 1^{er} trimestre 2026 - glissement annuel

+ 2,6 %

Début 2026, le trafic passagers de Paris Aéroport a continué à croître malgré les conséquences du déclenchement du conflit en Iran dès le 28 février ; il a ainsi augmenté de 2,6 % au premier trimestre 2026 par rapport à la même période de 2025, les mois de janvier (+ 3,4 % sur un an) et de mars (+ 3,5 %) ayant été particulièrement dynamiques. Grâce à cette orientation favorable, le nombre cumulé de passagers à Roissy et Orly sur les douze derniers mois (i.e. d'avril 2025 à mars 2026) a atteint à 107,6 millions, soit un niveau très proche des 108,0 millions de 2019.

Les premiers éléments disponibles pour le printemps 2026 montrent que le trafic de Paris Aéroport est désormais plus hésitant mais que le nombre de passagers enregistré au cours des cinq premiers mois de l'année n'en a pas moins été supérieur de 1,4 % à celui de la même période de 2025 et inférieur de seulement 0,4 % à celui de début 2019.

Trafic passagers de Paris Aéroport (en cumul sur 12 mois)



Source : Paris Aéroport

Industrie

L'activité a continué à évoluer par à-coups début 2026

A l'instar des observations de fin 2025, l'activité industrielle francilienne s'est de nouveau montrée hésitante au premier trimestre 2026, même si le secteur de l'agroalimentaire a malgré tout résisté. Le conflit au Moyen-Orient a provoqué une augmentation générale des prix des intrants (énergie, plastique, aluminium, hélium, dérivés du pétrole etc.), partiellement répercutée sur les prix finaux, sans perturbation majeure sur les chaînes d'approvisionnement.

Malgré ce contexte, le taux d'utilisation de l'outil de production a abordé le printemps au-dessous sa moyenne de long terme, une rareté ces dernières années. Pour les prochains mois, compte tenu des tensions géopolitiques persistantes, les anticipations des industriels franciliens restent prudentes dans l'ensemble des branches.

Bâtiment et travaux publics

Nouveau coup de frein pour les travaux publics

Après une année 2025 globalement favorablement orientée, l'activité des entreprises franciliennes des travaux publics s'est assez nettement contractée au premier trimestre 2026 ; elle a en effet été pénalisée par la saisonnalité, par des conditions climatiques défavorables et par des reports de chantiers publics liés à la période électorale. Dans le bâtiment, l'activité a été plus hésitante d'un mois sur l'autre mais la demande est restée faible, que ce soit dans le gros œuvre ou dans le second œuvre.

Pour les mois à venir, malgré des carnets de commandes encore dégradés notamment en raison de l'attente des grandes orientations des nouvelles municipalités et malgré l'incertitude liée au conflit au Moyen-Orient, un redressement modéré est attendu dans les travaux publics ; les prévisions des chefs d'entreprise franciliens du bâtiment sont tout aussi prudentes, un redémarrage progressif étant espéré dans le gros œuvre.

Services marchands non financiers

Activité toujours affectée par la faiblesse de la demande

Malgré un mois de janvier favorable, l'activité des services marchands franciliens est seulement restée stable au premier trimestre 2026. Certains sous-secteurs ont malgré tout moins souffert que d'autres ; ainsi, les services de nettoyage, l'édition et les transports ont bénéficié d'une dynamique favorable. A l'inverse, la location automobile, l'intérim ou encore les services juridiques ont été particulièrement affectés par la contraction de la demande, notamment en mars.

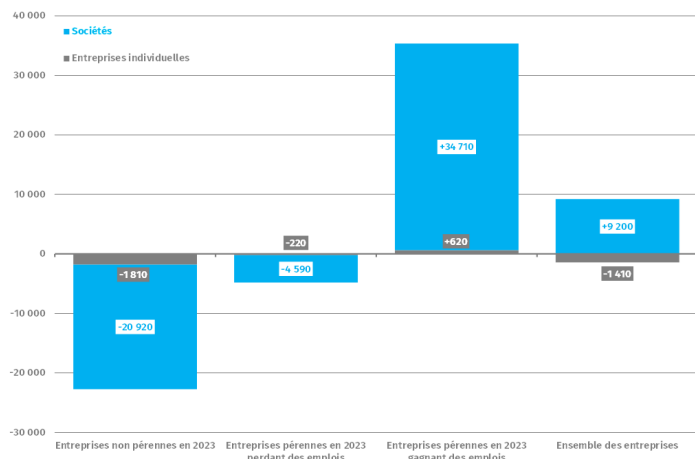
À court terme, dans un contexte économique et géopolitique très instable, les prévisions des chefs d'entreprise franciliens des services marchands ne font preuve d'aucun enthousiasme et suggèrent que l'activité restera seulement stable.

Source : ces résultats sont issus de l'enquête de conjoncture menée par la Direction générale Ile-de-France de la Banque de France auprès d'un échantillon représentatif d'entreprises appartenant aux principaux secteurs de l'économie régionale.
www.banque-france.fr/fr/publications-et-statistiques/statistiques?sub_theme%5B310097%5D=310097&start-date=&end-date=

Dossier du trimestre

Une forte amélioration de la pérennité à 5 ans des entreprises, malgré la crise de la Covid-19

Évolution de l'emploi entre 2018 et 2023 dans les entreprises créées au premier semestre 2018 selon leur statut juridique



Lecture : en Ile-de-France, l'emploi total dans les sociétés créées en 2018 a diminué de 20 920 entre 2018 et 2023 pour les entreprises non pérennes en 2023, il a diminué de 4 590 pour les entreprises pérennes en 2023 qui perdaient des emplois et a augmenté de 34 710 pour celles qui gagnaient des emplois.

Source : Insee, enquête Sine 2018, interrogation 2023

En 2018, 89 000 entreprises ont été créées en Ile-de-France dans le secteur marchand non agricole, hors celles sous le régime de micro-entrepreneur. Parmi les entreprises créées au premier semestre 2018, deux tiers étaient toujours actives en 2023. Le taux de pérennité est plus élevé pour les sociétés (67,5 %) que pour les entreprises individuelles (64,7 %), les premières représentant plus des trois quarts des créations d'entreprises (hors micro-entrepreneurs).

Parmi les sociétés créées en 2018, ce sont les activités financières et d'assurance qui affichent la plus forte pérennité à cinq ans (81 %), suivies de près par le

secteur de la santé humaine et de l'action sociale (79 %). En revanche, les activités de services administratifs et de soutien et le commerce ont les taux les plus faibles (60 %). Le taux de pérennité des entreprises individuelles à cinq ans est le plus élevé dans le secteur des transports et entreposage (73 %), qui inclut les activités de livraison, en forte croissance depuis une quinzaine d'années et qui ont le plus bénéficié des périodes de confinement liées à la crise sanitaire ; en revanche, la pérennité à cinq ans est au plus bas dans le secteur de l'information et communication (29 %).

Cinq ans après leur création, un tiers des entreprises nées au premier semestre 2018 ont disparu, entraînant la suppression de 22 700 emplois (12 600 postes de dirigeants non-salariés et 10 100 emplois salariés), soit près d'un tiers des emplois initialement créés. Malgré ces disparitions, l'emploi total associé aux entreprises créées au premier semestre 2018 progresse de 10,8 % entre 2018 et 2023, passant de 72 200 à 80 000 emplois (soit + 7 800 emplois). Néanmoins, seule une minorité d'entreprises encore actives au bout de cinq ans (environ 30 %) concentrent l'intégralité de la création d'emploi ; quant aux autres entreprises, une majorité d'entre elles (63 %) ont un effectif stable et 9 % ont vu leur effectif diminuer. Les sociétés sont à l'origine de la quasi-totalité des créations nettes d'emploi ; ainsi, les sociétés ont généré une hausse de 9 200 emplois tandis que les entreprises individuelles en ont perdu 1 400.

Pour en savoir plus :

« Une forte amélioration de la pérennité à 5 ans des entreprises, malgré la crise de la Covid-19 », Enjeux Ile-de-France du Crocis n°271, avril 2026

Publication rédigée par Mickaël LE PRIOL

Pour en savoir plus :

Le Crocis publie également des tableaux de bord de la conjoncture dans les huit départements franciliens. Ces documents sont tous téléchargeables sur notre site www.crocis.cci-paris-idf.fr dans la rubrique « Conjoncture ».

Le Centre Régional d'Observation du Commerce de l'Industrie et des Services de la Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris - Ile-de-France analyse les grandes mutations économiques de l'Ile-de-France et de ses territoires. Il rassemble et traite les principales données structurelles et conjoncturelles permettant d'identifier et d'analyser les évolutions économiques de l'Ile-de-France

CROCIS de la CCI Paris Ile-de-France - 11, rue Léon Jouhaux 75010 Paris
e-mail : crocis@cci-paris-idf.fr

Retrouvez toutes nos publications sur www.crocis.cci-paris-idf.fr
Suivez nous sur [X](#), [LinkedIn](#) et [Instagram](#)

Responsable : Julien TUILIER
Industrie - Démographie d'entreprises - Enquêtes : Yves BURFIN
Conjoncture - Benchmark européen - Tourisme : Mickaël LE PRIOL
Services - Commerce - Développement durable : Bénédicte GUALBERT
Veille économique : Marielle GUERARD, Charlotte BIZIEUX
PAO - Multimédia : Nathalie PAGNOUX
Administration - Secrétariat : Isabelle BURGOT

Directeur de la publication : Stéphane FRATACCI
Directeur de la rédaction : France MOROT-VIDELAINE
Rédacteurs en chef : Isabelle SAVELLI, Julien TUILIER
Maquette et mise en page : Stéphanie FOURNIER
Crédit photo : ©Adobestock
Reproduction autorisée à la condition expresse de mentionner la source
Dépôt légal : juillet 2026
ISSN : 1266-3255